



Juriste (H/F)

Lieu de travail : [99-101 rue Leblanc Paris 15](#)

Catégorie : A

Direction : Direction juridique (DJ)

L'Autorité nationale des jeux (ANJ) est une autorité administrative indépendante qui régule les jeux et paris autorisés en ligne, en points de vente et dans les hippodromes. Elle contrôle la politique de jeu responsable des casinos. Elle s'assure que les opérateurs autorisés à exercer sur le marché français respectent leurs obligations. Elle protège les joueurs et leur propose des services. Elle veille à ce que l'offre de jeu légale proposée soit intègre et récréative. Elle combat les sites illégaux, le blanchiment de capitaux et participe, dans la mesure de ses compétences à la lutte contre les manipulations sportives. Elle travaille en étroite coopération avec ses homologues européens et internationaux. Elle rend compte au Parlement. Elle compte 59 collaborateurs et dispose d'un budget annuel d'un montant de 8 millions d'euros.

La **direction juridique**, composée d'une dizaine d'agents, traite des questions relatives à l'exploitation des agréments des opérateurs agréés et à ce titre, veille à la vie juridique de l'agrément, la conformité des offres de jeu et assiste les autres services dans le domaine du contrôle des opérateurs agréés. Elle assure également l'élaboration des décisions du collège de l'Autorité. Elle participe à la protection des parieurs contre les manipulations sportives. Elle gère les contentieux dirigés contre les actes de l'Autorité. Elle est en charge de la lutte contre l'offre illégale de jeux d'argent et de hasard en ligne.

Activités principales :

Sous la responsabilité du directeur, et en collaboration étroite avec l'équipe et en lien avec l'ensemble des directions, cette personne sera chargée principalement des deux séries d'activités suivantes :

- Une **mission de référent contentieux** consistant à :
 - Gérer un portefeuille de recours administratifs et contentieux engagés contre les actes de l'Autorité (analyse proposition de stratégie contentieuse, préparation des actes de procédure, notamment rédaction des projets de mémoire) ;
 - Assurer un rôle central d'expertise juridique dans la préparation et le suivi des dossiers de la commission des sanctions de l'Autorité (projet de notifications des griefs et de mémoires, conduite des procédures engagées) et gérer les recours susceptibles d'être introduits contre les décisions de celle-ci ;
 - Réaliser toute enquête, audition ou réunion nécessaire à l'instruction d'un dossier.

- Une **mission de conseil juridique** l'amenant à :
 - Assurer une mission générale de conseil pour sécuriser juridiquement l'action du régulateur, notamment s'agissant de la préparation des décisions du collège et de l'appui aux agents des autres directions en charge des contrôles et enquêtes ;
 - Analyser la législation, la réglementation, la jurisprudence et la doctrine en rapport avec les dossiers traités et contribuer activement à l'élaboration de normes juridiques relatives à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard ;
 - Participer à la réflexion que l'Autorité conduira et aux actions qu'elle mènera pour veiller au respect de l'équilibre des filières dans le secteur des jeux (définition des filières, élaboration des critères permettant d'apprécier cet équilibre, articulation des règles du droit des jeux avec celles, spécifiques, du droit de la concurrence, conception des mesures susceptibles de rétablir cet équilibre, veille documentaire).

Compétences et qualités requises :

- Niveau Master 2 ou BAC+5 en droit public (contentieux administratif) ;
- Très bonnes connaissances en droit public économique, notamment en droit de la concurrence ;

- Bonnes connaissances en droit civil des contrats ;
- Une expérience des procédures juridictionnelles en qualité d'avocat ou de juriste contentieux serait bienvenue ;
- Qualités de synthèse et d'expression écrite ;
- Forte capacité à s'adapter dans un cadre juridique en construction aux plans doctrinal et jurisprudentiel ;
- Aptitude certaine à l'innovation juridique et à une approche pragmatique des sujets ;
- Rigueur, sens de l'organisation ;
- Implication et réactivité ;
- Suivi et respect des demandes urgentes ou hors tâches d'instruction de dossier ;
- Discrétion et respect de la confidentialité ;
- Bon relationnel et sens du travail en équipe ;
- Sens de l'initiative.

Statut et candidature :

Un contrat de droit public à durée déterminée de 3 ans est proposé au candidat avec passage en CDI de droit public au bout d'un an en fonction de l'évaluation annuelle par le responsable direct. Le poste peut également être pourvu par un agent titulaire des trois fonctions publiques par détachement sur contrat (CDD) ou mise à disposition.

Attention : Les agents publics sont soumis aux dispositions réglementaires en matière de déontologie. De plus, la réglementation interdit aux agents de l'Autorité d'engager des mises auprès d'opérateurs de jeux d'argent et de détenir des participations au sein de ces derniers.

Les candidats souhaitant faire acte de candidature pour ce poste sont invités à adresser un CV et une lettre de motivation, sous la référence DJ/J à : recrutement@anj.fr

Date limite de candidature : **30 septembre 2020**